



APPEL A LA GREVE 15 MAI

Jeudi 22 Mars, une délégation de 40 collègues soutenue par les syndicats Solidaires Finances Publiques 93, FO Finances Publiques 93, CGT Finances Publiques 93 a contraint la direction à la recevoir après qu'elle a refusé de le faire le 2 mars.

Durant plus d'une heure et demi, les collègues venant de plus d'une dizaine de services du département (SIP, SIE, PCE, Brigade, Direction ...) ont présenté leurs revendications à la direction ; la pénurie de personnel qui dégrade très fortement les conditions de travail, a été particulièrement pointée. Les agents sont également revenus sur les conséquences de ses vacances d'emplois : Missions délaissées voire abandonnées, écrêtage d'heures supplémentaires systématique, mal être au travail etc.

La direction a reconnu une « *situation difficile mais moins noire que celle décrite* », elle a dénoncé les règles de gestion actuelles qui l'empêchent d'affecter les agents à son bon vouloir. Elle n'a su proposer que l'utilisation de l'équipe de renfort pour compenser les vacances.

**Oui ! Nos revendications sont légitimes !
Non ! Le compte n'y est pas !**

La direction locale n'a cessé de renvoyer la responsabilité à la DG et de justifier son incapacité à influencer sur le tableau des emplois décidé nationalement.

**Pour les collègues réunis après la délégation, ce discours est inacceptable.
C'est pourquoi ils ont décidé de demander une délégation auprès de la Direction Générale.**

Pour appuyer la délégation, il a été décidé avec les syndicats Solidaires CGT FO de lancer une pétition départementale sur nos revendications.

Non à la casse de notre administration et de nos missions !

Dans une situation que les agents n'acceptent plus, ce sont pourtant de nouvelles remises en causes de nos missions et nos statuts qui sont annoncées :

Le prélèvement à la source se met en place. Nul n'est dupe sur les conséquences qu'aura cette mesure sur les emplois de tous les services : les SIP et Trésorerie qui devront accueillir les contribuables désemparés avec toujours moins d'agents, mais aussi les SIE, déjà submergés, et qui devront faire face aux entreprises s'occupant de l'IR. D'ores et déjà les guichets de la Poste sont sollicités pour aider les contribuables à remplir leurs déclarations... contre paiement.

Les postes Gestion Publique, confrontés à la dématérialisation totale des pièces sans les moyens, alors qu'on cherche à sortir toujours plus de missions du ressort de la gestion publique (HLM,

Hôpital etc). En outre, de nouvelles menaces de restructurations pour tous les postes dans le cadre de la réforme territoriale (Aubervilliers Bagnolet, La Courneuve etc).

Pour la sphère du contrôle fiscal, on cherche à normaliser le contrôle fiscal externe, à tracer l'activité du travail des vérificateurs et agents des PCE étant ainsi redondant avec les outils déjà existants par l'utilisation de l'application RIALTO MEMO.

On attaque nos droits par l'application du protocole PPCR avec ses reculs d'échelon, la remise en cause de la notation, qui organise la mobilité forcée et l'individualisation des droits en vue de préparer la mise en place des primes au mérite pour janvier 2019 !

Ce sont l'ensemble de nos règles de gestions qui sont menacées. L'accès aux concours est remis en cause par une limitation à 5 passages ! Dans le même temps, la fusion des RAN augmente leur périmètre pour permettre à la direction d'affecter les agents en fonction de ses besoins tout en facilitant les restructurations, alors que tous les nouveaux agents C sont bloqués 3 ans en ALD !

Sans attendre la réponse de la Direction Générale, nous appelons l'ensemble des agents à préparer la mobilisation qui permettra d'arracher nos revendications, à se réunir en Assemblées Générales avec leurs organisations Solidaires, CGT et FO lors des HMI qui seront organisées fin avril et début mai.

Sur la DDFIP 93 Moulin, une première Assemblée Générale de 27 agents a voté la grève le 15 par 24 présents sur 27 avec 3 abstentions ! Faisons partout pareil dans les Assemblées Générales !

Pour la DDFIP 93, nous revendiquons :

- Comblement de tous les emplois vacants
- La fin des suppressions de postes : 16 ans ininterrompus de suppressions d'emploi : ça suffit !
- Maintien du statut général et des statuts particuliers
- Retrait du PPCR et de son ordonnance sur la mobilité forcée
- Retrait du RIFSEEP et des décrets prime au mérite
- Retrait du Prélèvement à la source
- Défense de nos règles de gestion : retrait des blocages de 3 ans, non à la limitation des concours
- Retrait de RIALTO MEMO
- Retrait des fusions de RAN, retour aux 11 RAN initiales

**NOUS DONNONS RENDEZ-VOUS A TOUS LES AGENTS A
10H00
DEVANT LA DDFIP 93 MOULIN POUR PORTER NOS
PETITIONS, NOS MOTIONS DE SERVICES ET EXIGER
DES REPONSES A NOS REVENDICATIONS**